

Le 19 mars tous en grève et dans les manifestations

Pouvoir d'achat

Malgré l'enlisement de la crise, le gouvernement reste sourd aux revendications sociales et entend maintenir le cap de sa politique économique. En rejetant catégoriquement la perspective d'une relance de l'activité par la consommation, le gouvernement fait le choix d'une aggravation de la situation économique et d'un durcissement des conditions sociales.

Pourtant, les pertes de pouvoir d'achat subies par les salariés légitiment la satisfaction des revendications salariales, et non pas une simple discussion autour du partage des profits selon une règle des trois tiers, ce qui ne concerne pas les salaires. Le débat doit porter sur le partage de l'ensemble des richesses produites – la valeur ajoutée – et non être circonscrit à la répartition des profits.

Pour cela, la revalorisation du travail dans notre société passe par une augmentation significative du Smic et ce dans les plus brefs délais ainsi qu'une relance des négociations dans les branches et dans la fonction publique. Parallèlement, les dividendes versés aux actionnaires atteignent des sommets d'indécence, alors que l'emploi et les salaires sont brutalement sacrifiés au nom de la crise.

Ce décalage scandaleux rend incontournable la mise en œuvre de mesures de plafonnement des dividendes et un encadrement légal plus strict de la rémunération du capital, en particulier par la voie fiscale.

**AUGMENTATION DES SALAIRES,
RETRAITES, MINIMA SOCIAUX**

Services Publics

**Révision générale
des politiques publiques**

L'emploi est au point mort. Le chômage s'envole vers de sombres records. L'avalanche quotidienne de plans sociaux et de licenciements confirme une crise inédite d'ampleur et de durée incertaine.

Pour éviter le scénario d'une longue récession, l'intervention publique n'est plus à discuter : elle doit être cohérente et massive pour amorcer la reprise de l'activité économique.

Dans cette logique, Force Ouvrière juge inconcevable que le gouvernement maintienne le cap du démantèlement social, en prônant avec une déraison très libérale la suppression de milliers d'emplois dans la Fonction publique. Elle refuse la mise en œuvre de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) arme de destruction massive contre l'action de l'État et du service public, et facteur d'aggravation des inégalités.

Le Service public appartient à la collectivité. Le détruire alors que le sauvetage bancaire mobilise des milliards de crédits serait politiquement et socialement inacceptable.

Force Ouvrière exige du gouvernement qu'il garantisse l'existence du Service public républicain en renforçant ses moyens.

**POUR L'ARRÊT DE LA RGPP
ET LE MAINTIEN DE TOUS
LES EMPLOIS PUBLICS**

CONTRE

- ✗ la RGPP
- ✗ l'individualisation des salaires
- ✗ la délocalisation et les suppressions d'emplois

POUR

- l'augmentation des salaires
- le maintien des missions
- la sauvegarde du service public républicain

**Pour défendre nos droits en amplifiant la pression
par la grève et les manifestations
TOUS ENSEMBLE LE 19 MARS**